

Union des
Travailleurs
Communistes
Libertaires

L'U.R.S.S.

socialiste ?

meeting de l'UTCL avec
Victor FEINBERG représen -
tant des syndicats libres d'
URSS

U.R.S.S. ~

INTERVIEW EXCLUSIVE

de

VICTOR FEINBERG

syndicats

libres

L'Union des Travailleurs Communistes-Libertaires a rencontré le 4 Mai 1978 à Paris Victor Feinberg. Victor Feinberg est un ouvrier maçon russe membre et représentant du syndicat libre de l'URSS représentant le groupe de surveillance des accords d'Helsinki, il représente également le groupe de travail contre la répression psychiatrique dirigé par Alexandre PODRABINEK. Il a fondé en Angleterre un comité contre la répression psychiatrique à des fins politiques.

Question : Comment s'est constitué le syndicat libre en URSS ?

Victor FEINBERG les syndicats libres n'ont pas pu apparaître directement dans

indemnisation de cette détention une somme d'argent... que le KGB lui a repris par la suite. Cette somme était très importante, il s'agissait de 2000 roubles).

'' tuer la Peur! ''

les usines, parce que c'était impossible. Les ouvriers auraient été immédiatement victimes de licenciements et de représailles. C'est pourquoi le syndicat libre est né en tant que syndicat de chômeurs. Les travailleurs qui ont fondé ce syndicat libre ne s'attendaient pas à recevoir de l'aide des autorités locales, c'est pourquoi ils sont allés à Moscou, comme les moujiks russes allaient à Moscou et à Saint-Petersbourg pour demander au Tsar et à ses ministres de l'aide. Je vais vous dire à quelles institutions ils se sont adressés :

- à la Chancellerie du présidium du soviet suprême ;
- au KGB ;
- au procureur général ;
- au parti communiste ;
- et enfin, en dernier recours, aux dirigeants des syndicats.

Mais ils se sont aperçus qu'il leur était impossible de recevoir une aide quelconque, et que la seule réponse qu'ils recevaient c'était, qu'on les licencierait ou qu'on les enverrait dans les hôpitaux psychiatriques. Ils n'avaient plus rien à perdre. Comme le disaient Marx et Engels, le prolétariat n'a rien à perdre, sinon ses chaînes. Dans ce cas précis, ils n'avaient rien à perdre, si ce n'est les piqûres et les traitements psychiatriques !

À Moscou, ils ont fait connaissance les uns et les autres, dans les salles d'attente au cours des démarches.

Maintenant je vais vous parler de leurs revendications :

- la lutte pour sauvegarder l'identité socialiste ;
- la lutte contre les licenciements illégaux ;
- la lutte contre les déqualifications ;
- et la lutte contre les répressions illégales (comme, par exemple celle qu'a subi Wladimir Khlebnov qui est actuellement le leader des syndicats libres. Il a passé quatre ans dans un hôpital psychiatrique à Leningrad. Le tribunal soviétique avait bien conscience que c'était illégal, et après quelques années de luttes, on lui a remis pour

Ces hommes qui ont constitué le syndicat libre sont le prolongement de la lutte commencée en 1975. Pour dire à quel point cette lutte était dure, le comité moscovite de défense des accords d'Helsinki a dit que chaque jour, dans les couloirs du présidium du soviet suprême, on décidait d'expédier douze hommes dans des hôpitaux psychiatriques. Ces hommes, privés de travail, de moyens d'existence, d'enregistrement (lieu où on habite), beaucoup d'entre eux sont chassés de leurs maisons, on jette leurs affaires par les fenêtres, des hommes et des femmes ukrainiens, tatars, ouzbeks, juifs, arméniens, géorgiens. Tous se sont rencontrés dans les salles d'attente des organes du pouvoir. Ce fut une décision héroïque, de fonder un syndicat libre en URSS. C'était à la fin de l'année dernière. Ils ont organisé des conférences de presse. Mais avant cela, ils ont lancé un appel aux journaux soviétiques et aux organes soviétiques de presse. Et comme ils n'ont rien obtenu, ils ont donc organisé au mois de novembre de l'année dernière une conférence de presse à Moscou. Ils ont alors pris contact avec les représentants des mouvements des Droits de l'Homme, mais ils ont compris qu'ils avaient malgré tout leurs propres intérêts professionnels à défendre. C'est pourquoi ils ont décidé de se constituer, par eux-mêmes, indépendamment du mouvement des Droits de l'Homme.

Aujourd'hui, on a la certitude que huit d'entre eux sont internés dans des hôpitaux psychiatriques. Mais ce qui a rendu possible la création de ce syndicat libre, c'est qu'il y a maintenant trente ans qu'est apparu le mouvement des Droits de l'Homme en URSS qui a reçu de l'Occident quelques aides, et que ce mouvement a fait beaucoup pour tuer la peur. Ce mouvement a pris corps et a constitué le fondement de la lutte, et je veux souligner que c'est le premier mouvement ouvrier libre et autonome en Union Soviétique qui s'est constitué de lui-

même. Depuis la mutinerie, la rébellion de Cronstadt. C'est la première fois depuis Cronstadt que se constitue un mouvement libre de la classe ouvrière.

À propos de Cronstadt, je voudrais dire que c'étaient les soviets sans les bolchéviques. Les bolchéviques ont imposé un régime totalitaire. Ce fut un moment pour les syndicats libres, ce fut un moment pour le pouvoir soviétique, pour le pouvoir aux travailleurs.

C'est un phénomène historique que la construction de ces syndicats libres, et je veux souligner ce fait qu'ils placent leurs espoirs uniquement sur l'appui des syndicats occidentaux. Leurs statuts ont été publiés le 1er février de cette année. Il y est dit que les membres du syndicat libre peuvent être n'importe quel citoyen d'Union Soviétique, qui est injustement victime de la répression et qui veut défendre ses droits de travailleur. Pour la plupart d'entre eux, ce sont des ouvriers, parmi eux il y a aussi des intellectuels, des ingénieurs et des médecins, et également des représentants d'autres professions. Mais tous défendent leurs droits de travailleurs. Selon leurs statuts, il est clair qu'ils comptent sur l'appui des syndicats ici en Europe, mais d'abord ils n'ont pas d'argent pour payer leurs cotisations.

Question : Quel est aujourd'hui l'écho des syndicats libres dans la classe ouvrière ?

V.F. : Le syndicat libre a pu être organisé seulement grâce à l'appel de 43 travailleurs retournant par les radios occidentales, appel qui a été entendu par des millions de travailleurs soviétiques. (En 1964 Krouchtchev par l'intermédiaire de la coexistence pacifique avait admis que les radios occidentales ne seraient plus brouillées.) Les organisateurs de ce syndicat ont reçu des centaines de lettres d'ouvriers qui ont exprimé leur désir de devenir membre de ce syndicat libre, la plupart de ces lettres, je le sais par ma propre expérience, n'ont pu leur parvenir. Le KGB les interceptait, c'est pourquoi je considère que dans les conditions actuelles,

« LE MYTHE SOVIÉTIQUE EST PLUS FORT À L'OUEST QU'À L'EST »

c'était un véritable miracle. Un autre fait me paraît également important : quand on a voulu arrêter à Moscou Khiebanov et sa femme en pleine rue, près du central télégraphique, ils ont fait un scandale, et les passants ont empêché l'arrestation. C'est la première fois que la foule intervenait directement ; cela signifie que la peur est en train de mourir.

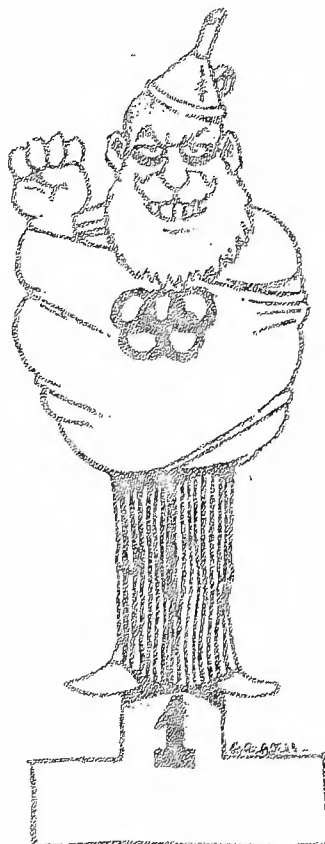
Question : existe-t-il d'autres formes de lutte aujourd'hui en URSS ?

V.F. : Il y a eu des formes de lutte spontanées dans le passé qui ont été cruellement réprimées, le cas le plus intéressant s'est déroulé à NOVOTCHERKAS en 62 : on avait augmenté les prix sur les produits laitiers et sur la viande. Dans une grande usine de NOVOTCHERKAS, c'était l'usine de machines agricoles, il y a eu une grève, et d'autres travailleurs

et des étudiants y ont participé. Pendant trois jours, la ville a été entre les mains des grévistes. Ensuite cette grève a été durement réprimée, et des centaines de personnes ont été tuées. Beaucoup ont été victimes de la répression, sans qu'on sache même ce qu'ils sont devenus aujourd'hui...

Il n'y a pas si longtemps, des grèves ont eu lieu en Ukraine, Léninegrad, Alexandrov, elles ont été brisées par la police. Avant les ouvriers n'étaient pas au courant des grèves qui se menaient dans les autres usines de leur propre ville. Par exemple, moi-même, quand j'étais ouvrier, j'ai seulement eu écho des grèves de grandes usines de Léninegrad et de celles de NOVOTCHERKAS dont je n'ai eu connaissance que quelques mois plus tard, par hasard. Pourquoi y a-t-il eu spontanément une lutte à Novotcherkas ? C'était un fait nouveau,

« PENDANT TROIS JOURS, LA VILLE A ÉTÉ ENTRE LES MAINS DES GRÉVISTES »



parce qu'auparavant, toutes les grandes grèves se passaient dans les camps. Sous Staline, un tiers des forces productives étaient des esclaves, c'était la force du Goulag. Il y eu des grèves importantes dans les années cinquante, en Oural... etc, et dans les camps de femmes, dans le Kazatskan, les tanks sont intervenus.

Ce n'étaient pas des grèves d'ouvriers, mais des grèves d'esclaves, c'étaient des prisonniers politiques. Sous Staline, la société d'esclaves était beaucoup plus importante. Ceux qui n'étaient pas internés dans des camps ignoraient toutes les grèves et avaient peu de savoir, de se renseigner. Pour quelqu'un qui vit à l'Ouest, c'est très difficile à comprendre.

Q. Quel est l'écho des dissidents intellectuels parmi les travailleurs en URSS, et comment se situe le syndicat libre par rapport à ces dissidents ?

V.F. : Pour que vous compreniez, je vais vous citer un exemple. Quand la société totalitaire a été implantée en Espagne, en Allemagne et en Italie, les dirigeants alors là-bas faisaient seulement partie de l'intelligentsia. Ceux qui ne sont pas morts ont tous immigré. Chez nous,

en URSS, cela a été le même processus. C'est pourquoi le mouvement des droits de l'homme en URSS était presque uniquement composé d'intellectuels. Mais malgré tout, dans ce mouvement, il y avait des travailleurs, même ceux qui ne participaient pas à ce mouvement, des ouvriers ont malgré tout écrit des slogans sur les murs, par exemple contre l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Et je veux dire que le destin de ces ouvriers qui ont fait cela a été beaucoup plus tragique que celui des intellectuels. Un exemple : un jeune ouvrier qui avait seulement dix ans, lithuanien, il travaillait à Riga, je l'ai rencontré dans l'hôpital psychiatrique par hasard, mais si je ne l'avais pas rencontré, personne n'aurait entendu parler de lui parce qu'il n'était pas membre du mouvement des droits de l'homme. Il avait seulement son instinct de classe, son instinct de classe qui lui avait fait écrire des slogans pour la Tchécoslovaquie. A l'hôpital il a reçu énormément de visites.

Q. : Quelle a été la participation au mouvement contre l'invasion de la Tchécoslovaquie ?

V. F. : J'ai participé à la manifestation en 1968 sur la place Rouge, pour protester contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Pour nous, les participants du mouvement des droits de l'homme, on avait honte d'être soviétiques. Nous mécrivions la responsabilité de cette agression, de cette intervention militaire, et comme toujours, on le remettait sur nous. C'était la destruction de nos idées de la révolution mondiale, de la révolution pacifique qui avait eu lieu en Tchécoslovaquie. Je voudrais dire que les travailleurs, les ouvriers qui font partie du Mouvement des droits de l'homme ont toujours considéré que sans la participation de la classe ouvrière au Mouvement des droits de l'homme, il n'y avait pas de changements profonds de la société soviétique. Pour Borisov, Martchenkov et moi-même, la création du syndicat libre a été particulièrement importante. Il y a actuellement en URSS des dizaines de milliers d'ouvriers qui ont une conscience de classe et qui n'appartiennent pas encore au syndicat indépendant. Mais seulement le fait d'avoir créé ce syndicat libre constitue un phénomène irréversible. Même si ce syndicat échouait, malgré tout l'idée ne pourrait que se développer.

Le mouvement de la classe ouvrière est aujourd'hui irréversible.

Q. : Quelle analyse fais-tu de la lutte menée actuellement en Russie, ton analyse de la société soviétique actuelle, et insères-tu ton combat dans le cadre de la lutte pour le socialisme ?

V. F. : Au sujet du socialisme, je dirai simplement ceci : la majorité des théoriciens du socialisme ont compris le socialisme comme une société juste. Jusqu'à aujourd'hui cette société n'existe pas. On ne la voit nulle part. Nous voyons seulement que ce qui en est ressorti ce sont des régimes totalitaires, le régime totalitaire d'Union soviétique, le régime de l'Allemagne nazie qui se dénommait le national-socialisme, le régime maoïste en Chine, et ce qui se passe aujourd'hui

au Cambodge. C'est pour cela que le mot socialisme aujourd'hui a perdu de sa signification. La société capitaliste engendre un tel régime par ses contradictions. Et aujourd'hui il est clair que l'Ouest se trouve dans une situation contradictoire. Et c'est pourquoi la société occidentale aujourd'hui accepte les régimes totalitaires comme des régimes légaux avec qui on discute et qu'elle estime. Pas seulement les gouvernements mais aussi les différents partis politiques, les syndicats et d'autres associations comme par exemple le corps psychiatrique etc.

A propos des psychiatres, en 1971, par exemple, le 3e congrès de l'Association mondiale de la psychiatrie nous a trahis et a reçu les psychiatres soviétiques. Boukovsky avait alors adressé au congrès à Mexico des documents que le congrès a refusé de discuter. Et nous dans les camps, dans les prisons psychiatriques, on a payé cher cela et la répression a été beaucoup plus terrible ! Les syndicats de l'Ouest commencent seulement aujourd'hui à penser à la situation des travailleurs de l'URSS.



Solidarité avec les travailleurs et les peuples d'URSS

Q. : Que demandes-tu aux travailleurs et aux syndicats de l'Ouest concrètement ?

V. F. : Avant tout, le moment est tragique parce que nous ne pouvons plus avoir de contacts, on a plus d'informations avec le syndicat libre. Pourquoi ? Le téléphone est coupé. Et je pense que la première action des syndicats à l'Ouest, c'est un boycott des communications soviétiques vis-à-vis de l'Occident, un boycott des télécommunications officielles pour exiger que les communications soient rétablies. Je voudrais dire que l'Union soviétique a très peur du boycott et qu'il faut s'appuyer sur la signature par la France des accords d'Helsinki qui prévoient la circulation des idées et la possibilité de communiquer. Il faut que les téléphonistes français, anglais, australiens sachent que c'est la KGB qui coupe les communications, il faut qu'ils interviennent pour que le silence cesse, il faut sensibiliser les travailleurs pour que les communications soient rétablies. La plupart des membres du groupe de surveillance des accords d'Helsinki ont le téléphone coupé.

Il serait nécessaire également de développer une aide matérielle morale et politique, les syndicats ici à l'Ouest ne le font pas. Le plus important pour les syndicalistes de l'Est, les syndicalistes libres, c'est le soutien et l'aide des syndicats ouvriers de l'Ouest. Les gouvernements de l'Ouest nous ont trahis à Belgrade, on ne peut plus compter sur la bourgeoisie occidentale, elle a trahi au nom de ses intérêts économiques. L'Ouest par exemple, vend des menottes à l'URSS (Boukovsky lorsqu'il a été libéré avait des menottes en « in USA » !). Les drogues utilisées dans les hôpitaux psychiatriques viennent souvent d'Europe et notamment de Hollande. Pendant la guerre civile les bolcheviks ont vaincu parce que la classe ouvrière de l'Ouest avait boycotté la fourniture d'armes aux Blancs.

Avant un totalitarisme de gauche ou un totalitarisme de droite, je ne sais pas celui qui est le pire, et cela ne m'intéresse pas. Il y a 60 ans, la classe ouvrière était beaucoup moins forte en URSS, aujourd'hui elle est beaucoup plus forte et c'est à elle qu'il revient de décider de tout. Quant aux contacts avec les organisations françaises, j'ai eu des contacts avec la CGT, la CFDT, FO et le FEN, mais mon impression est la suivante : le mythe soviétique est plus fort à l'Ouest qu'à l'Est. L'ouvrier soviétique n'y croit plus, lui, depuis bien longtemps. Pour le soutien concret, il faut donc boycotter les communications téléphoniques officielles pour un rétablissement des communications avec l'ensemble des dissidents ; il faut envoyer des motions de soutien à l'ambassade d'URSS, informer tous les travailleurs et mobiliser les organisations syndicales pour un soutien au syndicat libre d'URSS.

contribution à l'histoire des syndicats libres en Union Soviétique

L'apparition de syndicats libres en URSS constitue un fait très important pour le mouvement ouvrier de ces pays comme partout dans le monde. En effet malgré la repression des autorités, ces tentatives constituent les premières ébauches de regroupement d'une opposition depuis les années 1920. Le fait que ces mouvements proviennent de la classe ouvrière, qui est officiellement "au pouvoir" dans ce pays, apporte une dimension nouvelle à ce problème.

La création de syndicats libres, c'est à dire en marge de la bureaucratie au pouvoir, s'est effectuée en plusieurs étapes. Ces étapes caractérisent une évidente volonté de structuration et de clarification. Il ne faut pas oublier que le mouvement ouvrier soviétique écrasé par 60 ANS DE CONTRE- REVOLUTION en est encore à ses premiers balbutiements. On peut citer 2 étapes essentielles: la création du syndicat indépendant en janvier 78 et celle du syndicat libre en octobre de la même année.

LE SYNDICAT INDEPENDANT DES TRAVAILLEURS DE L'URSS.

Il a été créé à l'initiative de Vladimir KLEBANOV; celui-ci exerçait la profession de technicien des mines. Depuis 1958 il a entamé avec les autorités de l'URSS un combat incessant pour les droits des travailleurs, ce qui lui a valu bien entendu de nombreuses démêlées. Le 22 novembre 1977, Klebanov et quelques camarades tiennent à Moscou une conférence de presse devant des correspondants étrangers où ils exposent leur situation difficile: problèmes de logement, perte d'emploi... En décembre, Klebanov est interné pour quelques jours en hôpital psychiatrique.

Le 10 janvier 78 se déroule une seconde conférence de presse et le 26 janvier le syndicat annonce que 200 travailleurs l'ont rejoint. Quelques jours après, les statuts sont envoyés à l'étranger ainsi qu'une demande d'aide à l'OIT et aux syndicats occidentaux.

Dès ses débuts, la police entame des poursuites contre les membres du syndicat; dès les premiers jours 20 personnes sont arrêtées, Klebanov subit le même sort au début du mois de février. Il est vrai qu' pour les autorités soviétiques il s'agit d'un "pseudo-syndicat composé de pseudo-travailleurs". Néanmoins le 18 avril 1978 les 4 syndicats français CGT, CFDT, FEN et FO apportent leur soutien au syndicat indépendant.

L'UNION INTERPROFESSIONNELLE LIBRE DES TRAVAILLEURS (S.M.O.T.)

Le SMOT s'est constitué le 28 octobre 1978 à Moscou; parmi son conseil on retrouve Vladimir Borissov. Celui-ci exerce d'abord le métier d'électricien puis ensuite celui de bûcheron. C'est un militant marxiste pour qui SOCIALISME ET LIBERTE VONT DE PAIR. Il tient avec le général Grigorenko un rôle très important dans l'organisation de l'opposition de gauche en URSS. Combattant du mouvement ouvrier, il est persuadé que le combat pour la démocratie doit être pris en compte par les ouvriers. Pour tout cela il a purgé de nombreuses années d'hôpital psychiatrique.

A sa création le SMOT regroupe 200 membres, il est organisé sur une base interprofessionnelle. A la différence du premier syndicat, les militants

ont pratiquement pu tous conserver leur activité professionnelle.

Le SMOT...

Au point de vue organisation, le SMOT manifeste un progrès incontestable par rapport à son prédécesseur: les 200 membres sont répartis en 8 groupes, chacun des groupes élit un représentant qui siège au conseil central. D'autre part, il a mis sur pied une école de formation sur l'histoire de l'URSS ainsi qu'une bibliothèque. Il existe également une commission chargée d'étudier les violations des droits des travailleurs. Le SMOT publie également tant bien que mal un bulletin. Sur le plan de l'action il ne se limite pas aux revendications à caractère économique, mais il combat également pour le respect des droits sociaux, culturels et politiques des travailleurs, il s'intéresse notamment à l'absence de liberté dans les déplacements et lutte contre l'autoritarisme au sein des entreprises. Sur le plan de la répression, dont il est victime, le SMOT présente par contre de nombreuses similitudes avec son prédécesseur...

LA SIGNIFICATION DE CES EVENEMENTS ET LEUR PORTEE.

Contrairement à la dissidence intellectuelle, ce mouvement part d'une critique sur les lieux de production, il se livre donc à des critiques à base économique même si son combat est bien entendu plus large. Il traduit l'apparition d'une nouvelle mentalité au sein de la population qui non seulement critique le régime, mais n'hésite pas à s'affronter à la police (cas de Katerenko dont l'arrestation fut empêchée par l'intervention physique de passants). Le régime soviétique subit lui aussi, ne l'oublions pas, les effets de la crise du capitalisme. La bureaucratie doit rationaliser l'économie. Ceci se traduit par un remodelage de la production et donc par des LICENCIEMENTS. Le chômage n'est pas absent d'URSS, même s'il est masqué encore par bon nombre d'emplois insuffisamment productifs. L'inflation se manifeste de deux manières: la hausse des prix ou alors la stagnation ou la baisse des salaires. Les effets de l'inflation se conjuguent avec les difficultés d'approvisionnement qui sont dues à la gestion bureaucratique et centralisée de l'économie.

L'apparition des syndicats libres s'insère dans un double mouvement; elle résulte de nombreuses grèves qui ont secoué le pays depuis les années 1960: Novortchorsk, Rostov sur le Don, Kiev, Tchernigov, Riga...la dernière le mois dernier à Togliattigrad a paralysé la quasi totalité de la production automobile durant 2 jours, elle fut victorieuse et permit la livraison des denrées alimentaires manquantes... Ces grèves ont souvent été réprimées de la façon la plus sauvage comme ce fut le cas à Novortchorsk mais elles témoignent d'une incontestable combattivité ouvrière, d'une volonté de ne pas subir passivement. Leur caractère massif le prouve. L'apparition de syndicats c'est à dire d'organisations plus structurées démontre cette volonté de lutte. IL FAUT SOUTENIR CE COMBAT ! D'autre part, ces faits jettent le discrédit sur le régime de Brejnev qui prétend représenter les travailleurs. LE MYTHE DE CARACTER SOCIALISTE ET OUVRIER DE L'URSS S'ESTOMPE.

U.T.C.L. -Nancy

=juin 1980=

=====

LUTTE DE CLASSES DANS LES PAYS DE L'EST

CLASSE OUVRIERE CONTRE BUREAUCRATIE

1. la révolution russe et la naissance du capitalisme d'état

En février 1917 la révolution éclate en Russie; elle aboutit à la chute du tsarisme mais chose plus importante elle donne libre cours à un mouvement de masse d'une ampleur profonde. C'est à cette époque que réapparaissent les SOVIETS D'OUVRIERS, DE PAYSANS ET DE SOLDATS. A la ville comme à la campagne et sur le front les masses expriment leur volonté d'en finir avec le système d'exploitation et de prendre leur sort en main pour édifier une société socialiste, c'est à dire un réel pouvoir des travailleurs.

Pourtant cette révolution qui était à l'origine porteuse d'un immense espoir en Russie comme à l'étranger a abouti à l'instauration d'un système totalitaire, à une monstrueuse caricature de socialisme où le seul pouvoir accordé aux travailleurs est celui de produire. Ce système prend ses racines dès les débuts de la révolution et non en 1924 ou 1956 comme certains l'affirment.

En fait, lors de la révolution russe, deux mouvements contradictoires se sont chevauchés. Piotr Archinov, un anarchiste qui a participé au mouvement, parle à ce sujet de deux octobres:

- l'octobre des ouvriers et des paysans
- l'octobre du parti bolchévick

L'octobre des ouvriers et des paysans est un mouvement social d'une portée considérable et qui ne se limite pas au renversement d'un despote. C'est aussi la suppression du pouvoir des classes parasites au nom de l'égalité et de l'autogestion. Les masses organisées en soviets (CONSEILS) prennent effectivement possession des moyens de production: les usines et les terres pour les gérer elles-mêmes. Elles expriment ainsi leur volonté d'en finir avec la domination d'un groupe d'individus, avec le salariat.

L'octobre du parti bolchévick n'est pas la suppression du pouvoir d'une minorité, bien au contraire, c'est l'installation au gouvernement d'un parti qui prétend représenter les masses et faire la révolution en leur nom en publiant des décrets, comme si une sociale dépendait de la publication de décrets gouvernementaux...

Très rapidement de violents antagonismes opposent les masses aux nouveaux dirigeants. A peine parvenus au pouvoir ces derniers cherchent à s'y maintenir par tous les moyens, fut-ce la terreur policière. Dès 1918, les partis et groupes d'opposition sont mis hors-la-loi, la liberté d'expression est sévèrement réglementée.

En 1920 la guerre déclarée par les impérialismes occidentaux et la réaction tsariste à la révolution russe se termine. Après la victoire les bolchévicks disposent de tous les moyens pour asseoir leur domination. La police traque impitoyablement tous les opposants. Tous ceux qui osent dénoncer l'instauration de cette dictature au nom des principes de 1917 sont accusés d'être des terroristes et sont emprisonnés ou assassinés.

Sur le plan économique, on assiste à la mise en place d'un nouveau système. Le X^e Congrès du parti bolchévick prévoit une véritable MILITARISATION DU TRAVAIL. Lénine y fait l'apologie du système Taylor et par conséquent du salaire aux pièces. Les syndicats sont privés de tout rôle revendicatif, au contraire ils deviennent la courroie de transmission des décisions du parti au sein des masses. Les expériences d'autogestion dans les ateliers et les fermes sont dénoncées comme irréalistes et gauchistes. La gestion directe par les travailleurs cède le pas au pouvoir des bureaucrates du parti et des anciens propriétaires qui retrouvent bien souvent toutes leurs prérogatives d'antan.

La volonté des bolchévicks d'écraser toute opposition se concrétise par 2 exemples particulièrement significatifs:

- En Mars 1921 LES MARINS ET LA POPULATION DE CRONSTADT qui ont toujours été à la tête du mouvement révolutionnaire se soulèvent. Dans leurs revendications ils réclament l'application des mots d'ordre de 1917, "TOUT LE POUVOIR AUX CONSEILS OUVRIERS!", et contestent le pouvoir absolu et sacro-saint du parti et de sa bureaucratie. L'insurrection est écrasée dans le sang par l'armée rouge de Trozky.
- Au même moment on assiste à la liquidation de la Makhnovtschina, mouvement révolutionnaire de paysans ukrainiens qui s'organisent selon les principes du COMMUNISME LIBERTAIRE, c'est à dire l'autonomie des masses et le pouvoir des soviets.

Les marins de Cronstadt et les paysans makhnovistes vont rejoindre dans les camps les autres opposants à la terreur léniniste.

2 l'époque de Staline : le triomphe du totalitarisme

La dictature stalinienne constitue l'aboutissement logique du système mis en place par Lénine/ Trozky et les autres dirigeants bolchévicks. Il est faux de prétendre que la dictature qui existe en URSS a pris naissance à l'époque de Staline. La Tcheka, cette sinistre police politique, a été créée dès décembre 1917 et à la mort de Lénine on dénombrait déjà 50 camps en URSS.

Staline n'a fait que perfectionner l'appareil terroriste dont il disposait. Parvenu à la direction du parti il a fait liquider ses concurrents; ceci est bien le prolongement du système léniniste du parti unique avec interdiction des tendances au sein du parti. Les bolchévicks concevaient le pluripartisme d'une façon très simple: "UN PARTI AU POUVOIR, LES AUTRES EN PRISON" (Tomsy en 1927). Sur le plan économique Staline ne fait que développer les mécanismes du capitalisme d'état et ce au détriment, bien sûr, des travailleurs. Dans les campagnes, on professe à la "collectivisation" forcée des terres, les paysans sont contraints de la manière la plus brutale de se regrouper dans des fermes d'Etat. Les bureaucrates du parti, respectueux des intérêts fondamentaux des masses leur laissent le choix: "CEUX QUI VEULENT ENTRER AUX KHOLKHOSSES A GAUCHE, CEUX QUI VEULENT ALLER EN SIBERIE, A DROITE !" (cité par Ciliga in "au pays du mensonge déconcertant").

La classe ouvrière est réduite à un rôle d'esclaves; on veut effacer tous les souvenirs de 1917, chaque entreprise constitue un mini- état policier et les bureaucrates jouent à merveille leurs rôles de garde- chiourmes. Les conditions de travail sont déplorables et les garanties sociales inexistantes; une seule chose importe: accomplir le plan, dans une telle optique le sort des travailleurs importe peu.

En 1945, l'URSS se retrouve parmi les impérialismes victorieux. Le partage de Yalta lui assure la mainmise sur la moitié de l'Europe. Elle procède à des annexions

de territoires au détriment des pays limitrophes et se livre à un véritable pillage de leur économie. Ainsi elle s'empare de 50% du potentiel économique de l'Allemagne. Sur le plan politique les partis non stalinien sont interdits dans les "démocraties populaires"; la classe ouvrière est enrégimentée tout comme en URSS.

3. après la mort de Staline : les premiers grands craquements

A la suite de la mort de Staline, des secousses très violentes se produisent un peu partout et elles remettent parfois en cause tout l'édifice bureaucratique. Les travailleurs supportent visiblement très mal cette société socialiste où ils sont pourtant censés exercer le pouvoir. Les mouvements d'ampleur plus ou moins grande sont nombreux:

- En juin 1953, le gouvernement de Berlin- Est annonce une forte augmentation des prix et une élévation des normes de production. Aussitôt c'est l'explosion: les ouvriers se mettent en grève dans tout le pays et s'affrontent aux forces de l'ordre. Ils brandissent le drapeau rouge et brûlent les portraits de Lénine et Staline. Seule, l'intervention des chars soviétiques peut arrêter le mouvement insurrectionnel. Au même moment des événements semblables se déroulent en Tchécoslovaquie.
- Au cours de l'année 1956, l'ordre bureaucratique tremble sur son socle. En septembre -octobre 56, les étudiants et les ouvriers polonais se soulèvent (Poznan, Varsovie...) Ils obtiennent le renvoi des dirigeants les plus staliniens et la satisfaction de bon nombre de revendications économiques.
- En octobre et novembre 56, c'est la révolution en Hongrie, première révolution antibureaucratique et antitotalitaire. Les travailleurs se soulèvent les armes à la main et chassent les dirigeants staliniens. Mais le mouvement populaire ne se limite pas à cet objectif, il est beaucoup plus radical. Comme en Russie en 1917, la population s'organise en CONSEILS OUVRIERS seuls maîtres du pays. Là aussi, ce sont les tanks russes et les massacres qui ramènent "le calme". Dans les usines de Budapest, les CONSEILS OUVRIERS et les grèves se poursuivront pendant près de 2 ans.
- En 1968 le bloc du capitalisme d'état n'est pas épargné par les violents soubresauts qui secouent la planète. L'agitation étudiante gagne la Pologne et la Yougoslavie, la Chine alors en pleine "révolution culturelle" connaît elle aussi de nombreuses grèves et émeutes ouvrières comme à Changaï (réprimée par l'armée "populaire" et les gardes rouges maoïstes). Mais l'événement le plus important est bien sûr "le PRINTEMPS DE PRAGUE". Au début de l'année, le Parti Communiste de Tchécoslovaquie met en marche un mouvement de démocratisation du parti et de la société. La population ne veut pas être tenue à l'écart. Des CONSEILS OUVRIERS apparaissent dans les usines. Tout cela menace la stabilité de l'Europe de l'Est. Le 21 août, les troupes du Pacte de Varsovie envahissent le pays et rétablissent l'ordre stalinien.
- En décembre 1970, le gouvernement polonais annonce une augmentation des prix de 30%; aussitôt les chantiers navals de la Baltique suivis par les grands centres industriels du pays entrent en insurrection ouverte. A Gdansk, les ouvriers incendient l'immeuble du parti et pendent les miliciens en chantant l'Internationale. Gomulka est contraint de démissionner et cède le pouvoir à Giersek. Chose inouïe: le nouveau patron de la Pologne doit aller négocier la reprise du travail directement avec les ouvriers de Stettin.
- En 1976, les travailleurs polonais contraindront une nouvelle fois le gouvernement à reculer dans ses projets d'austérité (grève très dure à l'usine de tracteurs d'Ursus).

Depuis cette date l'opposition ouvrière a pris un nouveau visage en Europe de l'Est, non seulement des grèves plus ou moins violentes éclatent comme celles des mineurs roumains ou des dockers de Riga(URSS), mais elle tend à prendre un caractère organisationnel et permanent. Des syndicats libres sont apparus en Roumanie, en Pologne et en URSS, ces syndicats ne sont pas la création artificielle de bureaucrates au contraire ils caractérisent une volonté des travailleurs d'améliorer leur sort face aux mesures répressives des dirigeants et des partis dits "ouvriers". Ils sont la preuve supplémentaire du caractère de classes de ces pays.

VOILA POURQUOI, NOUS, COMMUNISTES LIBERTAIRES, SOMMES SOLIDAIRES DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DES SYNDICATS LIBRES EN EUROPE DE L'EST, COMME NOUS LE SOMMES AILLEURS DANS LE MONDE.

U.T.C.L. - nancy

l'URSS, ensemble
capitaliste d'état

La plus grande mystification, le plus grand mensonge historique, c'est le caractère soi-disant SOCIALISTE de l'économie de l'U.R.S.S. .

Le problème majeur qui se pose est donc celui-ci:

L'ECONOMIE RUSSE EST-ELLE UNE ECONOMIE D'EXPLOITATION ?

ou encore:

EXISTE-T-IL DES BASES SOCIALISTES DE L'ECONOMIE RUSSE ?

Même les partisans "critiques" de l'URSS reconnaissent que la répartition des revenus n'est pas socialiste (mais, disent-ils, "droit bourgeois" dans la phase inférieure du communisme); la propriété serait de caractère socialiste parce qu'il y a PROPRIETE ETATIQUE des moyens de production.

Or, les rapports de production et les rapports de répartition ne peuvent pas être séparés.

Or, distribution, échange, consommation, sont des éléments d'une même totalité.

Et si les rapports de répartition ne sont pas socialistes, les rapports de production ne peuvent pas l'être non plus.

x x x x x

Comment un groupe de dirigeants peut-il jouer un rôle dominant dans la répartition du produit social, s'il ne domine pas la production ?

Les rapports de production sont des rapports sociaux concrets, la forme juridique de la propriété n'en est que l'expression, la superstructure, la FORME IDEOLOGIQUE.

"Ni la transformation des entreprises en sociétés par actions, ni les nationalisations ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives." (Engels -Anti-Dühring)

Le premier congrès de l'Internationale Communiste proclame: "L'étatisation de la vie économique...est un fait accompli...La question est de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée: l'état impérialiste ou l'état du prolétariat victorieux". (cf. Lénine sur le capitalisme d'état).

OR, QUI, EN U.R.S.S., DETIENT LE POUVOIR REEL ?

Les rapports de production sont définis:

- 1/ par le mode de gestion: par la CLASSE DOMINANTE
- 2/ par le mode de répartition du produit social: en faveur de la CLASSE DOMINANTE.

Il est donc bien clair qu'il y a société d'exploitation puisque c'est une catégorie spécifique d'individus possédant en fait les moyens de production qui exerce le pouvoir économique.

Le rapport fondamental de production dans l'économie soviétique se présente comme un rapport entre l'OUVRIER et l'ETAT ou ses représentants, c'est à dire l'appareil étatique, les bureaucrates.

Or, cette bureaucratie est une classe car elle est stable, non révocable. Comme les travailleurs n'ont aucune possibilité d'exercer la moindre influence sur la direction de l'économie et de la société, cette bureaucratie DISPOSE COMPLETEMENT DES MOYENS DE PRODUCTION.

IL Y A DONC BIEN SOCIÉTÉ DE CLASSES !

Or, les sociétés de classes bourgeoises traditionnelles ont un RAPPORT DE FORCES entre les classes. Ce que le fascisme réalise, ce que réalise aussi la société soviétique actuelle, c'est que le capital DICTE IMPERATIVEMENT LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL AUX TRAVAILLEURS. D'où l'interdiction des syndicats libres, d'où l'interdiction des déplacements. Et cette tentative de transformer le travailleur en moderne esclave se réalise pleinement par le travail forcé dans les camps.

L'OUVRIER FAIT PARTIE DE L'OUTILLAGE.

Les normes de production et le niveau de vie de la classe ouvrière peuvent donc être déterminées en fonction:

- de l'accumulation du capital
- de la consommation improductive de la classe dominante.

ET, UNILATÉRALEMENT, PAR LA BUREAUCRATIE.

x x x x x x x

Résumons- nous:

LA PRODUCTION, tant du point de vue des quantités que des choix, des orientations, des normes, du rôle assigné à chacun, des prix accordés à la main d'oeuvre est à la discrétion de la bureaucratie.

LA RÉPARTITION de cette production assure:

- salaires ouvriers
- part bureaucratique
- accumulation et renouvellement du capital

tout est décidé par la
BUREAUCRATIE

Mais on pourrait dire: "la bureaucratie est née des besoins, de la situation, elle commet des erreurs, elle a des privilèges limités". Eh bien, supposons, en faisant la partie belle à la bureaucratie, qu'il n'y ait dans la population que 15% de privilégiés avec un revenu moyen de 6 fois le revenu moyen des ouvriers. Cela donne que le revenu consommable est partagé ainsi: plus de la moitié est prélevée par la bureaucratie! Et encore ne compte-t-on pas d'un côté les budgets énormes de l'armée et de la police et de l'autre le travail gratuit des camps !!!

La cause est entendue:

nous avons bien en face de nous une société d'EXPLOITATION, une société CAPITALISTE BUREAUCRATIQUE D'ETAT.

Le combat pour nos camarades qui fondent dans les difficultés que l'on sait, des syndicats indépendants de la bureaucratie est la première étape d'une transformation qui, à échéance, ne pourra être que REVOLUTIONNAIRE.

x x x x x x x x

UTCL - Pays de Loire (meeting avec V. Feinberg à Angers et Nantes en mai 80)

MOSCOU 1980: boycott oui!

Mais quel boycott ?

Les Communistes Libertaires de l'UTCL soutiennent la campagne qui a été lancée il y a maintenant un an par le COBOM (Comité pour le boycott des Olympiades de Moscou) et qui avance le mot d'ordre de boycott des Jeux Olympiques de Moscou. Cette campagne a pour objet de dénoncer le caractère répressif et policier de l'Etat soviétique et d'affirmer un soutien réel et sans ambiguïté à toutes les victimes de la politique répressive des bureaucrates du Kremlin. En ce sens, cette campagne est la continuation de celle menée par le COBA (Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football) en 1978. Sur quelles bases les Communistes Libertaires interviennent au sein du COBOM ?

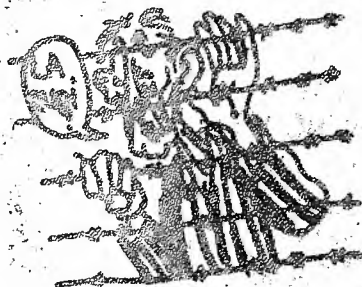
I. POURQUOI LE MOT D'ORDRE DE BOYCOTT ?

Ce mot d'ordre présente l'avantage incontestable d'être clair, il doit être compris comme un refus de toute autre position « bâtarde » et ambiguë considérant que l'URSS est bien sûr un état autoritaire mais qu'elle conserve néanmoins un caractère socialiste ou ouvrier ; de ce fait, il ne pourrait être question de mettre sur le même pied l'Etat soviétique et l'Etat argentin. Les partisans de cette seconde solution proposent donc d'aller à Moscou et d'y faire des démonstrations de solidarité avec les victimes de la répression. Une telle solution est totalement utopique. Les organisateurs soviétiques, égaux en ce domaine comme dans beaucoup d'autres leurs homologues argentins, ont déjà mis en place un véritable quadrillage policier afin d'éviter que des contacts se nouent entre les dissidents et les observateurs étrangers. Moscou en juillet 1980 sera vidé de tous ses opposants, l'affaire Sakharov en est un brillant exemple. D'autre part, l'agence de tourisme soviétique a déjà pris des mesures de façon à ce que les observateurs étrangers un peu trop critiques à l'égard du Kremlin se voient interdire l'accès au territoire soviétique. L'exemple de l'Argentine fut particulièrement éclatant, qu'ont rapporté les observateurs mis à part les résultats sportifs ?

Mais le mot d'ordre de boycott tel que nous l'entendons n'a rien à voir avec les initiatives de Carter, Thatcher et autres réactionnaires. Carter qui s'apitoie sur le sort des dissidents en URSS oublierait-il que chez lui les droits de l'homme sont quotidiennement baloutés ? Les installations olympiques où se sont déroulés les Jeux d'hiver de Lake Placid vont être trans-

formées en prison pour les Noirs et les Porto-Ricains. Lui qui s'indigne de l'intervention soviétique en Afghanistan oublierait-il que les Etats-Unis ont agressé de façon non moins sauvage l'Indochine et qu'ils sont de ce fait les premiers responsables de la situation qui règne à l'heure actuelle

LA CONSTITUTION SOVIETIQUE
SERA LA MEILLEURE DU MONDE»
(BREJNEV)



dans cette région du monde. L'impérialisme yankee est le premier soutien des dictatures les plus sanglantes : Videla en Argentine, Pinochet au Chili.

Ces mêmes dirigeants sont par contre bien silencieux sur le sort qui est réservé aux travailleurs dans les pays de l'Est, ceci n'est bien sûr pas étonnant. En occident, ce sont les travailleurs qui sont les premières victimes de la crise et qui voient leurs libertés syndicales et politiques remises en cause (limitation du « pouvoir » syndical en Grande-Bretagne, licenciements de délégués syndicaux en France, Berufsverbot en RFA).

Comme nous avons prôné le boycott de la coupe du monde en Argentine, le boycott des Jeux Olympiques de Lake Placid, nous soutenons également le boycott de ceux de Moscou car ils démontrent l'utilisation que les classes dominantes entendent faire du sport. Les manifestations sportives sont destinées à renforcer leur prestige.



II. L'URSS EST UN ETAT CAPITALISTE

Une éventuelle victoire des athlètes soviétiques ou d'un de ses satellites serait une nouvelle occasion pour les bureaucrates du Kremlin de jubiler. « N'est-ce pas une preuve supplémentaire de la supériorité de notre système socialiste sur le système capitaliste en déclin ? ». A cela nous répondons : « Non, l'URSS n'est pas un pays socialiste ». Nous dénonçons à Brejnev tout droit de s'affirmer « Communiste ». Le prétendu paradis socialiste est une gigantesque mystification ; le régime en vigueur en URSS et dans les pays de son glacis n'est rien d'autre qu'une monstrueuse dictature qui repose sur la négation de toute liberté.

En fait il y a bien longtemps que les souvenirs de 1917 sont effacés, les Soviets, embryons d'un authentique pouvoir des travailleurs, ont été très vite vidés de leur contenu révolutionnaire par la bureaucratie bolchévique. Les bureaucrates qui se sont hissés au pouvoir à la faveur du mouvement révolutionnaire ne pouvaient tolérer que parallèlement à leur pouvoir existe un contre-pouvoir des conseils ouvriers, émanation des masses en lutte. Leur premier souci fut donc de conquérir les Soviets pour les transformer en une simple chambre d'enregistrement des décisions de la bureaucratie.

En URSS, il existe toujours une classe dominante qui impose son système salarial aux travailleurs et qui vit de la plus-value qu'elle leur extorque. La classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs, ne dispose d'aucun rôle dirigeant dans l'économie, le seul rôle qui leur est dévolu est de produire et de se taire.

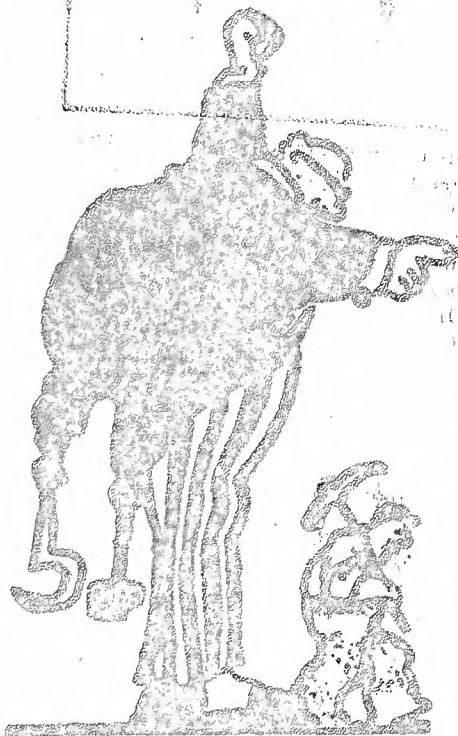
Le « pays du socialisme réellement existant » comme l'appellent les Staliniens en tout genre n'a vraiment rien de socialiste, il présente au contraire les traits d'une économie capitaliste.

Le soutien aux travailleurs

Dans le système capitaliste d'Etat, les travailleurs sont réduits au rôle de simples exécutants, ils sont privés de tous les droits les plus élémentaires : le droit de grève, le droit de s'organiser librement. Nous soutenons les tentatives de Klebanov et de Borissov de créer des syndicats libres, c'est-à-dire non inféodés à une bureaucratie totalitaire. Ce soutien est d'autant plus nécessaire que la classe ouvrière de ces pays ne demeure pas passive, à maintes reprises elle a tenté de secouer le joug, les exemples abondent : émeutes ouvrières de Berlin-Est et de Tchécoslovaquie en 1953 ; en 1956,

la Pologne est secourue par quantités de grèves, c'est aussi l'année de la Révolution hongroise des Conseils. A deux reprises au cours de la dernière décennie, en 1970 et en 1976, les travailleurs polonais ont contraint le gouvernement à reculer dans ses projets d'austérité ; pour ce faire, ils se sont battus les armes à la main. A chaque fois les bureaucrates ne durent leur salut qu'à l'intervention des chars.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la plupart des soulèvements révolutionnaires se sont précisément produits dans des pays qui se disent socialistes.



Le soutien aux opposants

Dans le système capitaliste d'état, les droits les plus élémentaires sont constamment bafoués. Nous devons soutenir les opposants quelles que soient leurs convictions parce qu'un système réellement socialiste ne redoute pas la critique. Aux opposants les bureaucrates répondent par les emprisonnements et la torture psychiatrique ou non ; l'opposition est assimilée à une maladie mentale, l'opposition au système politique est un crime de droit commun. La normalisation ne concerne pas uniquement le système politique, elle imprègne toutes les mentalités ; elle signifie misère culturelle, alcoolisme, refus de toute culture autre que celle qui est diffusée par le pouvoir (persécutions contre les amateurs de musique pop), à l'Est aussi le capitalisme signifie crise et «désespoir», Marchais l'ignore-t-il ?

Les dirigeants du Kremlin et leurs alliés ont réussi à instaurer un mythe vivace : socialisme égal goulag et de ce fait ils font un cadeau inespéré à la bourgeoisie des pays occidentaux qui invoque l'exemple soviétique pour justifier sa domination.

Les persécutions contre les minorités

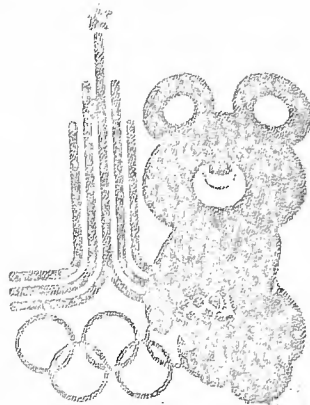
Elles étaient de règle à l'époque des Tsars qui appliquaient le principe : diviser pour régner. Dès l'époque de Staline, la nouvelle classe dirigeante reprit ce principe, ainsi les échecs dans la prétendue «édification du socialisme» étaient souvent imputés aux minorités ethniques. Du point de vue juridique, l'Union Soviétique est un état fédéral et chaque membre de la fédération a la possibilité de se séparer de l'ensemble. La réalité est tout autre. L'ethnie russe qui est minoritaire au sein de l'ensemble est de très loin majoritaire au sein des instances dirigeantes : parti et gouvernement. Les minorités ethniques comme les Ukrainiens ou les Asiatiques sont privées de leurs identités culturelles, quand elles ne sont pas purement et simplement déportées comme le furent les Tchétchènes et les Ingouches à l'époque de Staline. Sous prétexte d'antisionisme, la bureaucratie russe procède en fait à de véritables campagnes de discrimination contre la communauté juive, elle y incite également la population. En URSS comme en occident, le racisme est un excellent moyen de détourner la colère des masses.

Sur le plan extérieur, la nature capitaliste de l'URSS est également évidente.

L'URSS est une puissance impérialiste

Le COMECON qui correspond en quelque sorte au Marché Commun des pays de l'Est est un excellent moyen pour l'URSS d'asservir et de dominer les pays de son giron. Elle oriente la production de ses satellites en fonction de ses propres besoins et elle pratique avec eux l'échange inégal en son pays capitaliste et colonialiste.

Sur le plan militaire, l'URSS est à la tête du pacte de Varsovie qui, comme l'OTAN, est un pacte agressif et un excellent moyen de dominer militairement les pays satellites. Les troupes soviétiques sont présentes de façon permanente dans différents pays de l'Est ; on compte plusieurs centaines de milliers de soldats soviétiques en Allemagne de l'Est. La Tchécoslovaquie est toujours occupée militairement, depuis que le 21 août 1968 les troupes du Pacte de Varsovie ont mis fin brutalement à l'expérience du «Printemps de Prague». Il faut aussi mentionner la satellisation quasi-totale de la Bulgarie qui est en passe de devenir la 16e république d'URSS.



Mais depuis quelques années, l'URSS intervient directement et militairement hors de son bloc, elle ne se contente plus de fournir une aide amicale et désintéressée ou même d'envoyer en Afrique ses mercenaires de choc, les Cubains, qui sont avec les troupes françaises les gendarmes de l'Afrique. En Erythrée les conseillers et le matériel militaire soviétiques interviennent de façon active afin de réprimer le soulèvement de la population locale contre le régime éthiopien. Depuis, on assiste à une véritable invasion en Afghanistan où les soldats soviétiques combattent d'une façon aussi sauvage que les américains au Vietnam et les français en Algérie.

Tous ces faits apportent un démenti cinglant à la phraséologie ronflante des dirigeants du Kremlin sur le soi-disant paradis des travailleurs ou même sur le prétendu bilan globalement positif que voudrait nous faire avouer Marchais.

XII - L'UTILISATION DU SPORT PAR LES CLASSES DOMINANTES

Les organisations sportives internationales et les gouvernements insistent dans leur grande majorité sur le caractère fraternel et pacifique des Jeux et ils essaient de démontrer que les affrontements idéologiques et politiques doivent s'effacer durant leur déroulement.

En réalité, le sport a depuis longtemps perdu sa vocation d'épanouissement de l'individu pour devenir un véritable moyen de propagande chauvine et de contrôle, sans parler du caractère commercial et financier qui n'est même plus à signaler tellement il est voyant (caravane du Tour de France). Le sport a pris un caractère de masse, il ne laisse plus de place à l'initiative individuelle, de nos jours le sportif est celui qui appartient à un club, qui possède une licence, pas celui qui essaie de se développer individuellement sans se soucier de la compétition.

L'esprit de compétition qui anime toute rencontre sportive n'est en fin de compte que le reflet du système capitaliste et de l'idéologie qui l'anime. Il faut vaincre et ceci se fait nécessairement en triomphant des autres. Le sport de compétition vise donc à établir une hiérarchie et il rejette l'égalité entre les individus. Il n'est donc pas autonome au sein de la société de classe, il y est totalement intégré. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale le sport de compétition est devenu, c'est indéniable, un véritable rouage du pouvoir étatique. En France existe un Ministère de la Jeunesse et des Sports, De Gaulle parlait de patrimoine national. A l'échelon international on trouve notamment le CIO (Comité Olympique International) qui relie les comités nationaux.

Après les progrès des moyens de communication, chaque grande rencontre sportive revêt un caractère spectaculaire, on assiste même parfois à des phénomènes d'hystérie collective. Le supporter, phénomène contemporain des moyens audiovisuels, n'a souvent qu'un désir : s'identifier à la vedette. Toute compétition internationale mène à un déferlement de chauvinisme ; il faut vaincre l'adversaire, là encore la fraternité n'est que de façade. Les classes dominantes utilisent l'institution sportive afin de dépolitiser les masses, ce n'est pas par hasard si K. Croissant a été extradé alors qu'au Parc des Princes se déroulait un match décisif de la qualification de la France pour le Mondial.

L'exemple de l'institution sportive en URSS est très révélateur de la finalité que les classes dominantes entendent confier au sport. Brejnev et ses acolytes ont fait leurs le célèbre précepte « Pendant que le peuple s'amuse, il ne pense pas ». Dans ce pays le sport est conçu comme étant un moyen efficace de contrôle social : l'Etat contrôle tous les organes sportifs.

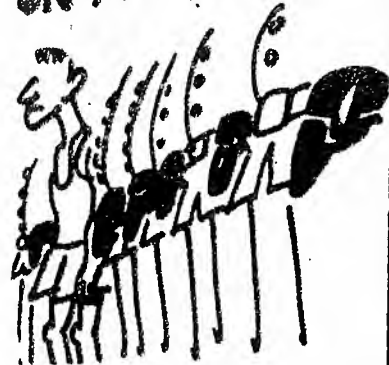
L'institution sportive est un excellent moyen d'embrigader la jeunesse, le sport est une obligation et tous les temps libres y sont consacrés. Dès le plus jeune âge, les

enfants soviétiques sont suivis de façon rigoureuse en vue de choisir les meilleurs, les athlètes (pourant le Socialisme est synonyme d'égalité). Ces athlètes ont un rôle de propagande, ils doivent représenter dignement la « patrie socialiste ».

Tout le pays est l'objet d'un quadrillage sportif, les quartiers et les entreprises ont leurs emplacements réservés. On masque sous des fins culturelles et de détente une volonté beaucoup plus sordide : accroître le rendement des travailleurs et également éviter toute politisation. Tout temps mort permet de réfléchir et réfléchir est en fait la première étape de la dissidence...

Le caractère politique des compétitions sportives est indéniable, s'il se trouvait encore quelques personnes pour en douter on peut citer deux exemples significatifs. En Argentine, le président du Comité d'organisation du Mondial était un militaire, à Moscou, le responsable de l'organisation des jeux est le vice-président du conseil soviétique, c'est-à-dire un membre très important du parti et de l'Etat. Lors du Mondial, la victoire de l'équipe Argentine a contribué à isoler les prisonniers au milieu des véritables scènes d'hystérie qu'a alors connu le pays, le grand vainqueur fut Videla et son régime dont l'image de marque est sortie renforcée.

**MOSCOU 80 :
DIX FLICS POUR
UN ATHLETE**



Pour toutes ces raisons nous ne pouvons accepter que les Jeux Olympiques se déroulent dans un état policier. Non à la soi-disant trêve olympique, les acclamations des supporters ne doivent pas couvrir les appels au secours des détenus du Goulag.

**SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
AVEC LES VICTIMES DE LA
REPRESSION EN U.R.S.S.**



**À BAS LA
MASCARADE
OLYMPIQUE!**

COMITE POUR LE BOYCOTT DES OLYMPIADES DE MOSCOU (C.O.B.O.M)

Le COBOM a publié une brochure sur les Jeux Olympiques de Moscou et de Lake Placid ainsi que le numéro 5 de l'Épique consacré aux Jeux.

Pour toute commande, écrire au :
COBOM

14, rue de Nanteuil
75015 PARIS

10 Frs la brochure

3 Frs le numéro de l'Épique

DEUX

CONCEPTIONS

DU

SOCIALISME

Il y a pour nous deux conceptions du socialisme : celle que nous combattons est héritée des pratiques putschistes et dirigistes du jacobinisme. C'est cette tendance, dirigée par Karl Marx, qui a sabordé bureaucratiquement la 1ère internationale, alors que l'influence des Libertaires allait croissant dans l'organisation ouvrière. Ce furent ensuite Lénine et l'appareil du parti bolchevik : Trotsky, en se faisant l'avant-garde... de la répression, en imposant la militarisation du travail, qui, renforçant les aspects bureaucratiques de ce que l'on peut appeler, à tort ou à raison, le «marxisme», allaient étouffer la vigueur de la révolution d'octobre, dès 1917 ; les organisations autonomes des ouvriers et paysans, les anarchistes communistes russes et d'Ukraine, les marxistes d'opposition puis enfin toute force étrangère à l'Etat, avec la période stalinienne, qui allait introduire les purges politiques jusque dans le parti et son

appareil étatique.

Et pourtant, les deux conceptions antagonistes du socialisme sont censées ouvrir pour une même finalité. En cela, il suffit de constater l'évidente positivité de la contribution que Marx a pu apporter au mouvement ouvrier international, qui lui a fait franchir un pas considérable notamment en ce qui concerne l'analyse de la société capitaliste, tout comme fut considérable l'apport pratique et théorique des Libertaires.

Aujourd'hui, regardons la triste réalité des pays dits «socialistes» : aujourd'hui, avec le recul, et riches d'une information qui reste quand même incomplète, examinons en tant que Libertaires, quel est ce bilan «globalement positif».

L'ÉCROULEMENT DES «MODELES» DE L'EST ET DE LA CHINE

Les modèles mythiques de l'Union Soviétique, et plus récemment de la Chine, s'écroulent par craquements successifs ; l'apparition notamment d'une opposition ouvrière, démocratique et indépendante, sont des éléments irréversibles et dangereux pour le capitalisme d'état à façade socialiste.

Comment peut-on en effet considérer autrement des régimes qui, comme l'Union Soviétique, traite avec l'Argentine et cautionne son appareil fasciste, qui est son premier client par ses importations de produits agricoles, qui en 1974 lui a accordé 600 millions de crédit pour acheter des équipements industriels aux pays de l'Est, qui en 1978 lui prête 4 millions de dollars remboursables sur... 10 ANS ? Comment peut-on considérer l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan différemment d'une action impérialiste visant à élargir le champ d'action économique et politique

de l'URSS dans cette partie du monde ?

Comment considérer un régime où n'existent ni droit de grève ni droit de manifestation, où les seules plaintes possibles sont individuelles, où le syndicat fait partie intégrante de l'Etat-Parti ? Rappelons que le syndicat indépendant est LA PREMIERE organisation ouvrière libre en URSS depuis les années 20 !

De même, le vernis de la Chine «authentiquement socialiste» s'effrite depuis la mort de Mao. Certes, sa crédibilité était nettement entamée depuis l'affirmation de sa politique extérieure, ses relations avec le Chili de Pinochet, ses menées anti-révolutionnaires entièrement basées par rapport à l'URSS ; il apparaît néanmoins aujourd'hui clairement qu'il ne fait pas bon être révolutionnaire en République Populaire de Chine.

Les récentes tensions entre le Viet-Nam et le Cambodge démontrent à quel point le mouvement communiste international est divisé ; lorsque les bureaucrates du Kremlin, de Pékin, nous parlent d'Internationalisme, il faut comprendre Impérialisme. Le plus grave c'est que cette image du «socialisme» capitaliste d'état rend service dans les faits à la propagande anti-communiste, anti-révolutionnaire de la bourgeoisie mondiale, et il faut en avoir conscience ; mais les bureaucrates eux aussi ont pris leurs responsabilités : il nous faut prendre les nôtres. Se taire serait rejoindre les dernières positions répugnantes, et anti-communistes du PCF. Il ne faut pas, il ne faut plus laisser planer une quel-

conque illusion sur ce qui se passe dans les pays dits «socialistes».

Il faut dire clairement qu'ils ne sont «Etats ouvriers» que par le titre, qu'il n'y a pas un seul, PAS UN SEUL ! pays socialiste digne de ce nom dans le monde !

Affirmer le contraire, ne serait-ce que sous l'appellation prudente «d'Etat ouvrier dégénéré», constitue déjà une insulte aux luttes des travailleurs dans le monde et au combat pour la Révolution. C'est pourquoi notre dénonciation du «socialisme» étatique s'appuie sur une stratégie révolutionnaire, sur un point de vue ouvrier et internationaliste !

C'est pourquoi, ce n'est ni la réforme, ni une révolution purement politique, en remplaçant une bureaucratie parasite par une «bonne» direction, qui pourront permettre aux travailleurs de faire triompher leurs droits...

Seule une révolution sociale, s'appuyant sur l'affrontement armé, pourra en finir avec ces régimes bureaucratiques et autoritaires en en détruisant leurs fondements : les rapports de production capitalistes.

DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ET ANTI-ÉTATISME

Le Socialisme Libertaire s'appuie sur des idées, des formes d'organisations, propres au mouvement ouvrier, où les travailleurs prennent eux-mêmes la direction de leurs luttes. Et depuis les années noires du stalinisme dont le mouvement ouvrier commence à peine à se sortir, les travailleurs, d'eux-mêmes, ont retrouvé des acquis fondamentaux, tels que l'autogestion, le refus de récupération d'une lutte à des fins électorales.

Dans nos luttes, tous les jours, nous pouvons constater la nécessité de rechercher des formes d'actions, un socialisme qui ne reproduise pas les valeurs de la société bourgeoise.

Et les partis de gauche, les syndicats s'en sont aperçus, eux qui, après avoir combattu l'auto-organisation des masses prônent «l'Autogestion», la rupture avec le capitalisme.

Notre objectif n'est pas de changer les directions, fussent-elles plus «révolutionnaires», il est de mettre en place dès maintenant, dans nos luttes, les organes de contre-pouvoir, par la Démocratie Directe Ouvrière et l'application du mandat impératif, rejetant la délégation de pouvoir. De combattre pour la démocratie et l'indépendance syndicale, pour que ce soient les structures de base qui décident, que tous les courants ouvriers s'expriment. Pour que le syndicat ne soit pas la courroie de transmission du Parti, développée et mise en pratique par Lénine ; pour qu'il soit indépendant vis-à-vis du patronat et de l'Etat, par le refus de toute co-gestion, de toute tentative d'intégration.

C'est une exigence tellement légitime et profonde, qu'aujourd'hui les confédérations sont obligées de multiplier les précautions pour masquer leurs liaisons avec le PS et le PC.

Nous voulons construire une société sans classes, sans Etat ; parce que l'autogestion est une forme d'économie antagoniste à l'Etat, cette structure pyramidale où le pou-

voir est concentré entre les mains de quelques individus ; c'est pourquoi pour nous le concept «d'Etat Ouvrier» est vide de sens. Il a historiquement toujours mis en place une nouvelle élite issue de composantes bourgeoises ou de l'aristocratie ouvrière, appliquant une dictature sur le prolétariat.

Nous rejetons l'illusion selon laquelle la transformation du capitalisme au socialisme se ferait par l'utilisation de l'Etat, qui reste — et toutes les expériences le démontrent — l'organe de la coercition contre l'émancipation des masses, le garant institutionnel des rapports sociaux d'exploitation et d'autorité.

C'est pourquoi la révolution prolétarienne, si elle veut détruire le vieux monde et briser la machine capitaliste, devra détruire en même temps, nécessairement, la structure étatique, et lutter en permanence contre toute restauration éventuelle d'une structure de type étatique, d'une organisation du travail de type capitaliste. Les exemples des révolutions russe et espagnole sont là pour nous démontrer les acquis fondamentaux du mouvement libertaire ouvrier, mais aussi pour nous mettre en garde. Car les Libertaires, même s'ils ont défendu des conceptions très justes n'ont pas pour autant été à l'abri des erreurs ; le manque d'organisation mais aussi d'unité théorique ont en 1917 et 1921 permis au Parti Bolchevik d'exercer un pouvoir absolu sur les masses ; en 1936, la participation à un gouvernement bourgeois et la militarisation autoritaire des milices.

La meilleure garantie pour empêcher qu'à nouveau ne se reproduisent de telles erreurs, c'est l'autonomie ouvrière, l'affirmation de l'indépendance de classe :

- face à la bourgeoisie par l'anti-parlementarisme ;
- face aux partis par l'indépendance syndicale ;
- et face à toutes les bureaucraties, par la Démocratie Directe Ouvrière, l'action collective et consciente des travailleurs exercée directement.

Le courant libertaire a toujours défendu une conception anti-autoritaire de la vie, refusé d'opposer liberté individuelle à liberté collective. Voilà qui donne son sens, dans la pratique de tous les jours, au socialisme que nous voulons ; en posant des problèmes qui concernent la vie de tous les travailleurs dans notre lutte globale : anti-militarisme, lutte pour l'émancipation des femmes, combat antinucléaire.

A l'heure d'une mutation économique mondiale, à l'heure où la crise va s'aggravant et où les perspectives immédiates n'existent plus de façon crédible chez les partis de gauche, il nous paraît fondamental de réaffirmer nos conceptions anti-capitalistes et anti-étatiques, pour préparer la grève générale reconductible, jusqu'à satisfaction des revendications ouvrières :

- pour enfin imposer l'affrontement central à la Bourgeoisie et à l'Etat ;
 - pour construire le pouvoir.
- Tout le Pouvoir aux Travailleurs !
Pour le Communisme Libertaire !

(Extrait du meeting de fusion entre l'Organisation Combat Anarchiste et l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires le 8 février 1980 à Paris)

TLPAT n° 23.